

Si l'on doit regretter que le **SRADDT¹ ne soit pas opposable** aux documents d'urbanisme portant sur une échelle territoriale plus locale, on peut se satisfaire qu'existe, à l'échelle de la région, un document de planification territoriale qui fixe « les orientations fondamentales, à moyen terme [20 ans], du développement durable du territoire régional » et qui veille à la cohérence des différents projets, démarches et politiques publiques territoriales.

L'URVN FNE PACA est convaincue que le SRADDT pourra jouer ce rôle de document de référence s'il est

construit sur une **vision politique volontariste, prospective et partagée pour assurer une transition vers un avenir durable du territoire.**

A ce stade de concertation sur le diagnostic du SRADDT, le réseau régional France Nature Environnement souhaite apporter sa première contribution au futur document en précisant ses 3 principaux enjeux devant impérativement être pris en compte pour définir les orientations du SRADDT et les méthodes d'analyse nécessaires à l'élaboration d'un **diagnostic porteur de nouveaux regards.**

I Faire de la valorisation et de la préservation de la biodiversité et des espaces agricoles et naturels, le cadre dans lequel s'inscrira l'aménagement durable du territoire

Constat

- Une richesse patrimoniale d'exception : 54% du territoire régional inventorié en ZNIEFF dont seulement 14% bénéficie d'une protection réglementaire forte²
- Une faible proportion de surface agricole utile : 21% en 2010 (655 426 ha) contre 44% en moyenne nationale, soit 1 300 m² de SAU/habitant
- 296 km² de surfaces agricoles perdues entre 2006 et 2010 en PACA³ (soit 4,5% de la SAU en 2010) : **c'est plus que la superficie de Marseille en 4 ans**
- **Une artificialisation qui s'accélère en PACA⁴** : moins 20% de surface agricole de 1970 à 2000 (-7% tous les 10 ans) et moins 12% de 2000 à 2010
- Les sols qui ont les meilleures potentialités agronomiques sont majoritairement les plus touchés

Les fonctions naturelles des sols sont compromises le plus souvent **de façon irréversible** : épuration des polluants, régulation par infiltration des eaux, habitats d'espèces végétales et animales endémiques, captation de carbone et production alimentaire.

¹ SRADDT : Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire défini par l'article 5 de la LOADD du 25 juin 1999 (dite loi Voynet)

² Source : DREAL PACA, Agir pour la biodiversité régionale, juillet 2009 & Tableau de bord de la Région PACA, juillet 2007

³ Source Agreste, INSEE : Utilisation des sols en 2010

⁴ Source : INSEE avril 2011 et RGA 2010 DRAAF / SRISE Paca

Les priorités régionales

L'artificialisation prend 3 formes qui constituent autant d'enjeux en PACA : le mitage en zone rurale, l'étalement de l'urbanisation en zone périurbaine et le long des infrastructures routières et autoroutières.

1..... Dans un contexte d'augmentation progressive du prix du pétrole et de lutte contre les pesticides et les émissions de gaz à effet de serre, **le développement d'une production agricole au plus près de la consommation est essentiel** pour continuer à se nourrir avec des produits frais, de qualité, à un prix abordable dans une démarche respectueuse de l'environnement, donc de notre santé. Le diagnostic du SRADDT doit définir quelle surface agricole est à préserver (de l'urbanisation et de l'érosion) voire à « sanctuariser » pour poser les bases d'une sécurisation alimentaire à l'horizon 2030⁵. Cette évaluation est à réaliser en lien avec les Régions limitrophes.

⁵ Les surfaces agricoles de la région PACA ne permettent plus de nourrir sa population. La surface agricole nécessaire à l'alimentation d'un habitant représente entre 2000 et 3 500 m² (étude agroCampuOuest Rennes, sous la direction de Catherine DARROT). Avec une SAU /habitant de 1 300 m² en 2010 (pour une moyenne nationale de 4 500 m²/hab d'après l'INSEE), la région est loin de l'autosuffisance et elle s'en éloigne (1 500 m² de SAU /hab en 1990)

2..... Il en va de même en ce qui concerne la préservation des milieux naturels et des paysages : la fragmentation des espaces, sous l'effet de l'urbanisation est une des causes principales de la perte de biodiversité en PACA. **La transcription rigoureuse d'une trame verte et bleue dans les documents d'urbanisme** est un enjeu primordial pour conserver et valoriser le capital naturel de notre région et ainsi maintenir les fonctionnalités écologiques vitales pour l'espèce humaine.

La maîtrise de l'étalement urbain et des réseaux routiers ne doit pas être une incantation creuse mais le résultat d'une **double politique publique de protection des espaces naturels et agricoles et de promotion**

d'une grande qualité de vie urbaine (logements, transports, espaces verts et biodiversité, jardins familiaux, etc.) **et d'une revitalisation des campagnes** (emplois, logements, équipements, transports, etc.).

Une région à haut risque d'urbanisation

De nombreux sites identifiés comme « sites à enjeux régionaux » par le Conseil Régional sont soumis à une forte pression foncière : Plaine du Var, Euroméditerranée, Val de Durance, corridor A8 dans le centre var, etc. Certains projets d'aménagement à l'étude sont dévastateurs en termes de consommation de l'espace, notamment en terres agricoles les plus fertiles, ou sont des prétextes pour ouvrir de nouvelles zones à l'urbanisation.

II Adapter le territoire aux enjeux de la crise énergétique et du changement climatique actuels et à venir

Constat

► **La région produit seulement 9% de sa consommation énergétique¹** : soit 12,9 Mtep consommés pour 1,4 Mtep produit (énergies électrique et thermique)

► Une **forte dépendance aux énergies fossiles** : 2/3 de la consommation régionale¹ alors que le **pic de production mondial est annoncé² (2010-2030)**

► Un fort **potentiel pour les énergies renouvelables**, seules énergies d'avenir : bois-énergie, solaire (seulement 0,4% de l'électricité produite en PACA), éolien (1% de l'électricité produite en PACA) et géothermie (large potentiel mais difficilement exploitable)¹

► L'industrie représente 40% de la consommation énergétique régionale (22 % en moyenne nationale)

► Plus d'1 actif sur 2 utilise son véhicule personnel pour ses déplacements domicile-travail dans les agglomérations de la région¹.

Les priorités régionales

1..... Sobriété, efficacité et renouvelables

La meilleure énergie restera celle que l'on ne consomme pas ! **La maîtrise des consommations et l'efficacité énergétique sont des préalables** à tout projet d'aménagement. Ils se traduisent notamment par la définition de secteurs de rénovation du parc de logement (bioclimatique, isolation thermique, etc.), la

réduction de la place de la voiture au profit des transports propres et une **mixité fonctionnelle des territoires**. De tels projets, portés par les collectivités publiques, rendent de surcroît crédibles les changements de comportements individuels engagés par l'éducation à l'environnement. La sobriété énergétique devra également s'appliquer au secteur industriel, premier consommateur d'énergie régional.

La région a tout intérêt à miser sur le développement de productions renouvelables décentralisées, fortement créatrices d'emplois et permettant une **transition énergétique au plus près des citoyens**, tant en ville qu'à la campagne, en exploitant le fort potentiel éolien et solaire régional. L'utilisation des hydrocarbures conventionnels ou non doit être fortement limitée pour répondre à l'objectif de réduction par 4 des émissions de CO2 d'ici 2020. Le SRADDT **doit proscrire toute exploitation d'énergies fossiles** (pétrole, charbon et gaz de schistes).

2..... Repenser les transports

La fin du pétrole bon marché et la pollution engendrée par l'utilisation des véhicules nécessitent d'adapter les territoires. Le diagnostic du SRADDT doit mettre en évidence la nécessité de limiter la place faite à la voiture et de repenser le déploiement des transports publics et individuels. Les priorités :

- **Réduire les besoins de déplacements** grâce à une ville dense et une mixité des fonctions
- Offrir sans attendre des **alternatives propres**, individuelles et collectives, **crédibles à l'utilisation de la voiture** et organisées en **pôles multimodaux**
- Stopper le tout routier pour le transport de marchandises et des déchets

¹ Source : Observatoire Régional de l'Énergie, 2010

² Source : "World Energy Outlook 2010" de l'Agence Internationale de l'Énergie

Le **pic de production de pétrole** désigne le moment où la production mondiale de pétrole plafonne avant de décliner du fait de l'épuisement des réserves de pétrole exploitable. Ce qui induit une hausse des prix : l'offre devient inférieure à la demande.

3.....Des espaces urbains denses et attractifs, des zones rurales revitalisées

Les changements climatiques vont demander aux territoires des adaptations. **Le SRADDT doit anticiper les changements climatiques** par un aménagement raisonné des villes : intégration d'espaces non artificialisés, espaces de respiration ombragés, précautions face à l'accroissement des phénomènes de crues, etc.

La question du mode d'urbanisation est cruciale. La **maitrise foncière, la construction de la « ville sur la ville »** et la prise en compte des lois Grenelle restent trop souvent au stade de la bonne intention (comme l'article 17 qui prévoit la revitalisation des espaces urbains et ruraux, une densité minimale, une urbanisation subordonnée à desserte par transports collectifs, etc.).

Afin de garantir la construction d'une urbanisation de qualité, le SRADDT doit analyser le potentiel de

densification des zones urbaines et de remise en marché des logements vacants afin de répondre en toute connaissance de cause au besoin en logements de la région.

Beaucoup de retard est pris en région sur cette question pour mettre en œuvre un urbanisme plus sobre en énergie.

L'aspect énergétique négligé

L'urbanisation du **Val de Durance** ne prend pas en compte les principes énoncés sur l'aspect énergétique : sobriété énergétique, développement des transports publics, limitation des besoins de déplacement, mixité fonctionnelle, etc.

Le **projet stratégique du GPMM** reste encore dans une logique de développement extensif et bien que disant vouloir « se diversifier pour rester le port de toutes les énergies » reste en fait sur des modes peu durables de production et de consommation d'énergie fossile alors que le potentiel est important.

III Prendre en compte les risques naturels et technologiques : respecter les équilibres naturels pour préserver l'environnement et la santé humaine

Constat

► Plus de 95% des communes soumises au risque feux de forêt ; plus de 80% soumises aux risques d'inondations et sismiques, 75 % des communes peuvent subir des mouvements de terrain et 10% des avalanches

► De 1982 à 2005, près de **80% des communes ont été déclarées au moins une fois en état de catastrophe naturelle**

► Une région qui concentre tous les types de risques technologiques : risque industriel (plus de 10 000 ICPE), rupture de barrages, nucléaire, transport de matières dangereuses, risque lié aux mines ou carrières souterraines

► 2^{ème} région française pour le nombre d'installations industrielles dites « SEVESO seuil haut » avec 57 installations

► Un parc d'installations industrielles vieillissant : l'industrialisation de la zone Fos-Berre date en majorité des années 50

Déjà fortement marquée par la présence de risques tant naturels que technologiques, **la région subira de plein fouet les effets du changement climatique** (sécheresse, absence d'enneigement, etc.).

Les priorités régionales

La meilleure façon de lutter contre les risques c'est de ne pas en créer ! **La principale préoccupation est la**

santé humaine et la protection des populations. Pour autant, que l'on parle de PCB, de mercure, d'hydrocarbures, de pesticides ou de nanoparticules, la santé de la nature conditionne celle des hommes.

1.....Risques naturels : l'exemple du risque inondation

Afin de respecter les équilibres naturels et protéger les populations et leurs biens des crues (phénomènes naturels **nécessaires**), le SRADDT doit réaffirmer les priorités suivantes :

- Préserver et restaurer les champs d'expansion des crues
- Encourager les façons culturelles qui garantissent la rétention d'eau dans les terres
- Stopper la construction de nouvelles digues
- Ne pas accentuer l'urbanisation derrière les digues existantes
- Accélérer la mise en place des PPRI
- Restaurer le faciès méditerranéen originel des fleuves et leur redonner leur espace de liberté

2..... Risques technologiques

Il s'agit de mieux gérer et limiter l'urbanisation autour des sites à risques par la mise en œuvre systématique des PPRT et de mesures foncières adaptées (expropriation, délaissement, préemption).

Le risque doit être maîtrisé à la source en améliorant les procédés industriels et **en privilégiant les actions de prévention aux actions de réparation** (création de barrières de protection, enterrement des cuves, etc.). Le diagnostic du SRADDT devra également prendre en

compte l'effet domino entre industries et l'effet que peut engendrer la superposition des risques naturels et industriels. Enfin le SRADDT devra inciter à la concertation le plus en amont possible des décisions d'aménagement.

Une banalisation des projets de construction en zone à risque

- ▶ Crue centennale de l'Ouvèze en 1992 : 41 décès et de nombreuses ruptures de digues
- ▶ Crues du bassin de la Durance en 1994 : 260 personnes évacuées dans la nuit, rupture de digue, à Sisteron et aux Mées, 38 familles perdent tout dans l'inondation
- ▶ Inondation dans le Var en 2010 : 26 morts
- ▶ La raffinerie TOTAL de Provence (Châteauneuf-les-Martigues) a rejeté une dizaine de tonnes d'hydrocarbures à l'atmosphère en touchant 750 ha dont Sausset-les-Pins en août 2005
- ▶ Rupture du pipeline de la Crau en 2009 : 7 000 m³ de pétrole brute répandu sur plus de 5 ha de la réserve naturelle des Coussouls de Crau

Outre les multiples exemples de dégâts en zone à risque déjà construites, **de nouveaux projets fleurissent** : le nouveau PLU du Pradet, commune littorale du Var, prévoit de rendre constructible 14 ha de terres inondables ; le projet de la plaine du Var prévoit également d'aménager des zones inondables suite à la construction de digues.

Pour un diagnostic porteur de nouveaux regards, de nouvelles méthodes

Il n'y a pas de bons remèdes sans bon diagnostics (mais il n'y aurait pas eu besoin de remède si des mesures de prévention avaient été assurées). C'est pourquoi le diagnostic du SRADDT doit être porteur de nouveaux regards, de nouvelles méthodes pour analyser les territoires et pouvoir y inscrire l'urbanisation, tout en permettant une meilleure prise de conscience citoyenne, notamment :

- En montrant l'articulation entre la croissance démographique (permanente et saisonnière) et les **surfaces agricoles nécessaires pour nourrir les populations** à l'horizon 2030, selon leur qualité.
- En **calculant**, afin de pouvoir engager des actions pour la réduire, **l'« empreinte écologique »** des territoires, la pression sur les ressources (eau, énergie, matières premières, nourriture, etc.) et l'absorption des déchets (assainissement, gestion des déchets, etc.)

- En calculant la **« dépendance énergétique »** des territoires en rapport à leurs potentiels concrets de développement d'énergie renouvelable.
- En évaluant la **capacité de report modal** vers les transports collectifs et individuels propres, nécessaires à la suppression des nuisances et particulièrement la pollution atmosphérique.
- En mesurant la **vulnérabilité des territoires par rapport aux différents risques** naturels, technologiques, sanitaires, climatiques, etc.
- En réalisant **des aménagements de qualité**, compatibles avec la protection de l'environnement, tant dans les milieux ruraux que les milieux urbains existants, pour en faire des territoires privilégiés d'accueil de nouvelles populations.
- En assurant, à partir d'un **diagnostic commun partagé**, la transversalité des enjeux et la cohérence des dispositions prises dans les différents schémas régionaux (SRCE, SRCAE, SGB, SRT, PRAD, ...)

Conclusion

Nos associations constatent tous les jours sur le terrain l'absence ou la mauvaise prise en compte de l'environnement et des enjeux du développement durable dans les documents d'urbanisme locaux. L'aménagement du territoire dépend des PLU et des SCOT. Il est donc crucial **d'envisager la territorialisation du SRADDT à l'échelle de ces documents d'urbanisme pour une prise en compte concrète et locale des enjeux régionaux et pour une réelle efficacité d'action**. Le SRADDT pourra alors être

une référence **pour une meilleure prise en compte du développement durable dans les démarches des territoires** et **arrêter le curatif pour faire du préventif**, moins coûteux du point de vue économique, social et environnemental.

Ainsi, l'URVN FNE PACA et l'ensemble des Associations de Protection de la Nature et de l'Environnement que nous représentons attendent beaucoup du SRADDT et de la dynamique qu'il peut engendrer.